

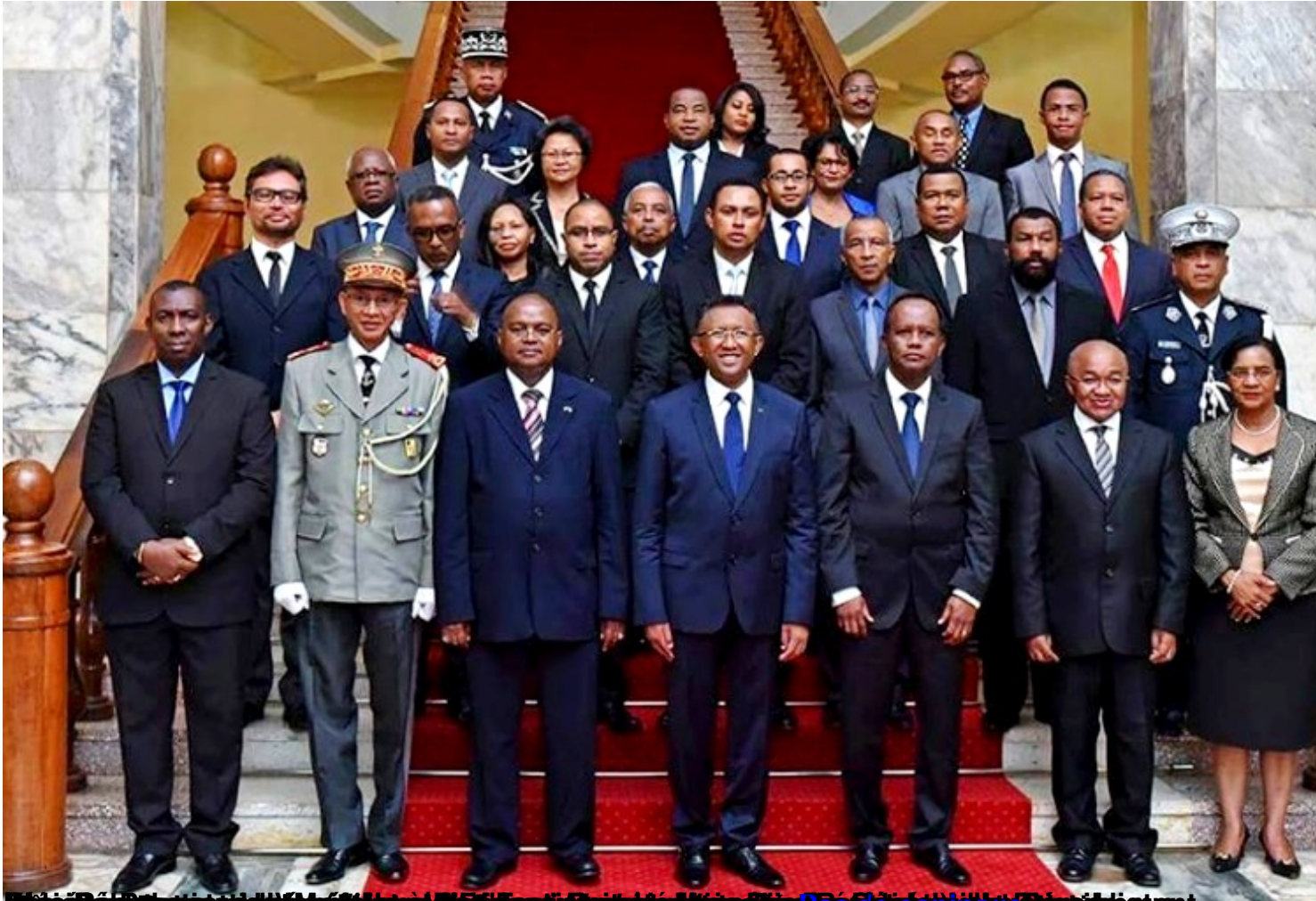


Avant toute chose revoici les preuves que ce régime Rajaonarimampianina est bien un régime de copains issu du Rotary. Il n'y a ni hasard ni compétences qui comptent : c'est la solidarité franc-maçonnique qui prime et tant pis pour le peuple malgache. Ainsi du Rotary aux commandes de la Grande île de l'océan Indien, la devise : " *servir d'abord* " est devenue **se servir d'abord**

. Un seul d'entre eux a été élu au suffrage universel...



(*) LES PREUVES QUE CE REGIME EST UN REGIME ROTARY-HVM



Le Président Rivo Rakotovoao entouré de ses collaborateurs dans le palais de la République



Le Président Rivo Rakotovoao à l'Assemblée nationale à Antananarivo

XVI

Miala
La Vérité
Trésor public
Forte mobilisation contre
la pratique de Rivo Rakotovoao
Le Bianco détient la liste des gros honnêtes

- Le « laitier » du régime !
- Embouteillage Zandry
- Mano ranohera ny Isamboraha au Betoko
- Est restreint au Bénin
- Le régime Num mord de nouveau la poussière
- Bonheurien s'oppose aux vétérinaires
- Le ministère, simple facilitateur
- Thomaso
- Un jeune couple mort enseveli
- Agony
- Double attentat

La Nation
Sous menace de Rivo Rakotovoao



La Nation du 25 février 2015



Trésor public : En guerre contre Rivo Rakotovoao

Publié le mercredi 25 février 2015

C'est la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Hier matin, le ministre d'Etat en charge des projets présidentiels, de l'aménagement du territoire et de l'équipement a fait approuver par le conseil du gouvernement

« la communication relative aux modalités de rattachement des sociétés commerciales à participation publique »

En plus clair, Rivo Rakotovoao s'est vu accepter par ses pairs son projet de faire rattacher à son département les sociétés commerciales où l'Etat est actionnaire. Une provocation, selon le personnel du Trésor public qui ne se retient plus. Est aussitôt établi un communiqué (

[ici en malgache](#)

) dans lequel

« le personnel du Trésor Public

réitère qu'il ne laissera personne réduire à néant tous les efforts entrepris depuis ces six années ; met en garde ceux qui s'obstinent à continuer cet acharnement à son encontre, qu'il n'hésitera pas à prendre toutes les mesures et utilisera tous les moyens à sa disposition pour défendre les acquis; reste solidaire dans toutes ses actions et ne cédera jamais aux diverses pressions »



Jaobarison Randrianarivony et Rivo Rakotovao, hauts cadres du parti Hvm, entrés par pur hasard dans le monde de la politique, sans aucun cursus dans ce domaine. Au centre, le ministre de l'Intérieur, Olivier Mahafaly, membre du même parti

Aucun nom n'est cité dans le communiqué car il s'agit d'une question de principe dans lequel le Trésor public s'est engagé pour rétablir la bonne gouvernance, l'orthodoxie financière et l'Etat de droit. Or, ce sont ces principes que le ministre Rakotovao renie en voulant mettre sous sa coupe les sociétés commerciales à participation publique. Le personnel du Trésor public est d'autant plus scandalisé qu'une loi initiée par l'institution sur ces sociétés vient d'être votée par l'Assemblée nationale qui est contrôlée par le parti HVM dont le président n'est autre que Rivo Rakotovao. Si ce n'est une entorse grave à l'Etat de droit, c'est une volonté délibérée de contrôler pour des motifs politiques les sociétés où l'Etat est actionnaire.

Dans cette loi que Rivo Rakotovao doit forcément connaître pour la simple et bonne raison qu'elle a été examinée en conseil de gouvernement avant d'être transmise à l'Assemblée, il est pourtant signifié clairement dans l'exposé des motifs que l'objectif est d' « *améliorer la gestion des sociétés commerciales à participation publique et de les rentabiliser* »

. Pour ce faire, les statuts des sociétés à participation publique ont été transformés en sociétés anonymes conformément à la loi sur les sociétés commerciales. C'est le cas de Seimad ou de Fanalamanga où l'Etat puissance publique avait l'habitude de s'ingérer au nom de l'Etat actionnaire.

On connaît les résultats de cette gestion catastrophique qui a conduit à la faillite de la plupart des entreprises publiques. Sur les 167 sociétés commerciales où l'Etat est actionnaire, il ne reste plus que 54 dont la moitié est au bord du gouffre.

C'est pour y mettre court que cette loi a été initiée. Selon l'exposé des motifs, «*afin que l'Etat*

puisse accomplir pleinement son rôle d'actionnaire, la séparation entre Etat puissance publique et Etat actionnaire doit être effective»

« Pour ce faire, aucun membre des institutions (Parlement et Gouvernement) ne doit faire partie du Conseil d'Administration de ces sociétés. Il faut que le rôle de l'Etat Actionnaire respecte scrupuleusement les dispositions de la loi n ° 2003-036 sans qu'aucune autorité publique ne puisse s'ingérer dans la gestion de ces sociétés. Désormais, la nomination des représentants de l'Etat est à effectuer par simple correspondance auprès de la société et non par un acte réglementaire »

. Et selon l'article 3 de la loi,

« le Trésor Public, représenté par son Directeur Général, est le représentant es-qualité de l'Etat actionnaire. A cet effet, il est le seul représentant de l'Etat actionnaire dès l'assemblée générale constitutive jusqu'à la liquidation de la société à participation de l'Etat ».



C'est tout cela que Rivo Rakotovoao veut remettre en cause avec la possibilité de placer les copains et les coquins dans les conseils d'administration et surtout d'avoir la mainmise dans les sociétés en période électorale notamment. En réagissant, le personnel du Trésor ne veut d'ailleurs un procès d'intention. Bien avant ce projet de rattachement, le ministre d'Etat aurait obligé le Port de Toamasina à débloquer 20 milliards de francs destinés à la réfection des rues d'Antananarivo. C'est le Trésor public qui se serait opposé non point pour pénaliser la capitale mais uniquement par le respect de la loi et des dispositions réglementaires qui fait terriblement défaut à notre pays depuis des années.



Le silo de Tiko à Vohidiala, Ambatondrazaka

Sous Marc Ravalomanana, le même port de Toamasina s'est vu obligé de financer à hauteur de 60 milliards d'Ariary le silo de Tiko et le complexe rizier de Vohidiala auquel Aro a dû également déboursier 70 milliards d'Ariary. Ces fonds ne sont évidemment pas remboursés jusqu'à présent. Tout comme le paiement des 30% du capital de Soavania, acquis par le groupe Tiko, n'est pas encore honoré.

Le personnel du Trésor ne veut plus que ce genre de choses se répète. Qu'elles soient perpétrées au nom du HVM, de la réfection des routes ou des aides aux sinistrés. Le personnel du Trésor n'est pas seul dans cette guerre.



Salomon Ravelontsalama